



المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية  
INSTITUT TUNISIEN DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

**I T E S**

# RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE LA TUNISIE

en 2022-2023







المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية  
INSTITUT TUNISIEN DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

**I T E S**

# RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE LA TUNISIE en 2022-2023





**RENFORCER  
LA SÉCURITÉ  
ALIMENTAIRE  
DE LA TUNISIE  
EN 2022-2023**

Note à l'attention de  
**SON EXCELLENCE  
MONSIEUR LE PRÉSIDENT  
DE LA RÉPUBLIQUE**







المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية  
INSTITUT TUNISIEN DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

**I T E S**



# RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE LA TUNISIE EN 2022-2023

**JUIN  
2022**

Les experts suivants ont rédigé cette  
note stratégique :

**M. Nouredine Agrebi**

**M. Mohamed Jounedi Abderrazak**



**I T E S**



<b>INTRODUCTION ET CADRAGE</b>	<b>8</b>
<b>I. EVOLUTION ET ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TUNISIE</b>	<b>8</b>
1.1. Concept et dimensions de la sécurité alimentaire	8
1.2. La sécurité alimentaire en Tunisie en 2021	8
1.3. Facteurs déterminants pour la sécurité alimentaire en Tunisie	9
1.4. Analyse SWOT de la sécurité alimentaire en Tunisie	10
<b>II. IMPACTS DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TUNISIE</b>	<b>14</b>
2.1. L'avant conflit Russo-Ukrainien : une fragilisation de la dimension « Accès » à cause de la Pandémie de la « COVID -19 » en 2019-2020	14
2.2. Impacts de la crise liée au conflit Russo-Ukrainien fin mai 2022	15
2.3. Tendances du marché mondial des produits de base pour le reste de 2022 et l'année 2023	16
<b>III. SCÉNARI D'ÉVOLUTION POSSIBLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À COURT TERME (2022-2023)</b>	<b>17</b>
<b>IV. OBJECTIFS STRATÉGIQUES À CONSIDÉRER POUR LE TRÈS COURT TERME</b>	<b>19</b>
<b>V. PROPOSITIONS D' ACTIONS URGENTES ET PRIORITAIRES POUR AMÉLIORER LE NIVEAU DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN 2022-2023</b>	<b>20</b>
5.1. Niveaux et champs des actions proposés	20
5.2. Leviers d'action ciblés pour renforcer la sécurité alimentaire en 2022-2023	20
5.3. Plan d'actions proposé pour renforcer la sécurité alimentaire en 2022-2023	22
<b>VI. CONCLUSION</b>	<b>28</b>



## INTRODUCTION ET CADRAGE

Depuis les années 2000, l'agriculture tunisienne a réalisé d'importants progrès permettant :

- D'atteindre l'autosuffisance en certaines denrées alimentaires de base à l'instar du lait, des viandes blanches et des fruits et légumes ;
- De réduire le recours aux importations pour d'autres produits ;
- et de dégager des excédents exportables, notamment pour l'huile d'olive, les dattes et agrumes et les fruits de mer.

**Toutefois, ces réalisations ne semblent avoir qu'un effet limité sur l'amélioration de la sécurité alimentaire globale du pays, étant donné que, depuis 2011, les pressions sur le système alimentaire national n'ont cessé de s'intensifier.** En effet, en plus de l'exacerbation de certaines vulnérabilités structurelles spécifiques au secteur agricole, la production alimentaire nationale subit de plein fouet les effets du changement climatique (cycles de sécheresse et de stress thermique) et des crises exogènes à l'instar de la crise de la COVID-19 impactant

la sécurité alimentaire en 2019-2021, suivie de la crise induite par le conflit entre la Russie et l'Ukraine dès début 2022.

### I. EVOLUTION ET ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TUNISIE

#### 1.1. Concept et dimensions de la sécurité alimentaire

Selon la FAO, « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les citoyens ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».

Cette définition présente quatre dimensions principales de la sécurité alimentaire :

Dimension	Explication
<b>La Disponibilité</b>	Il s'agit de la disponibilité physique des aliments et porte sur le « côté de l'offre » de la sécurité alimentaire. La disponibilité est déterminée par le niveau de production locale, les niveaux d'imports et le commerce net.
<b>L'Accès</b>	Au sens économique et physique du terme. Il s'agit notamment des politiques de distribution des denrées alimentaires ainsi que celles relatives aux revenus et dépenses des ménages. Un facteur primordial qui définit l'accès est également le prix à la vente au citoyen.
<b>L'Utilisation</b>	Il s'agit de la façon dont le corps humain optimise les différents nutriments présents dans la nourriture. Cette dimension intègre les bonnes pratiques de préparation et de consommation des aliments.
<b>La Stabilité</b>	Cette dimension englobe les facteurs de durabilité de la sécurité alimentaire sur le long terme. Un bon niveau de sécurité alimentaire aujourd'hui n'est pas garanti dans le futur dans le cas de changements climatiques alarmants, de mauvais usage des ressources naturelles et d'indisponibilité latente de la main d'œuvre.

Source : Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire, FAO, 2008 + Nos explications

#### 1.2. La sécurité alimentaire en Tunisie en 2021

Afin de se comparer avec les autres pays en matière de sécurité alimentaire, il est d'usage d'avoir recours à certains indices utilisés à l'échelle mondiale, à l'instar de « l'Indice Global de la Sécurité Alimentaire » ou encore de l'« Indice Global de la Faim ».

- **L'Indice Global De la Sécurité Alimentaire indique que la Tunisie est classée 55<sup>ème</sup> en 2021** (sur 113 pays comparés). Le score global de la Tunisie n'a augmenté toutefois que de 60 à 62,7% entre 2012 et 2021 avec des variations importantes d'année en année.

Cet indicateur indique que le niveau global de la

sécurité alimentaire de notre pays est relativement bon jusqu'à 2021 malgré l'impact de la crise de la Covid-19.

- Quant à **l'indice Global de la Faim, la Tunisie est classé 22<sup>ème</sup> sur 116 pays en 2021**. Le pays est en situation jugée confortable par rapport au reste des pays du monde. A ce titre, le score de la Tunisie est passé de 10.3 en 2000 à 7.0 en 2012 puis à 6.0 en 2021.

### 1.3. Facteurs déterminants pour la sécurité alimentaire en Tunisie

Plusieurs facteurs doivent être réunis et bien gérés pour atteindre un bon niveau de sécurité alimentaire à long terme au niveau d'un pays. Dans le cas de la Tunisie, nous retenons essentiellement les facteurs suivants :

Facteur déterminant	Explication	Dimension de sécurité alimentaire concernée			
		Disponibilité	Accès	Utilisation	Stabilité
Capital de Production	Les disponibilités en terres agricoles (surfaces et qualité), en cheptels (pour la production animale) et en mer (pour la pêche) représentent l'appareil de production sans lequel un pays ne peut pas produire des denrées alimentaires pour couvrir les besoins de sa population	X			X
Climat	La pluviométrie, le nombre de jours d'ensoleillement et de froid sont des facteurs essentiels pour doter la plante en ses besoins biologiques	X	X		X
Intrants	La qualité des semences et la disponibilité des engrais et des fertilisants sont nécessaires pour atteindre les niveaux de productivité souhaités	X	X		X
Pratiques de production (rotations, technologies utilisées, etc.)	Les pratiques agronomiques de production agricole et les pratiques de la pêche conditionnent à la fois les quantités et les qualités produites mais conditionnent la durabilité du secteur à long terme	X			X
Maladies phytosanitaires et animales	Lutter contre les maladies des plantes et des animaux avec les bons moyens et aux bons moments garantit une production en quantité et en qualité optimale	X			X
Disponibilité et qualité de la main d'œuvre agricole	La main d'œuvre est un facteur de production incontournable pour certaines productions et pour certains moments du cycle de production même avec de grands efforts de mécanisation	X			X
Disponibilités et accès aux financements	Les producteurs ont souvent des moyens financiers de court terme pour financer les campagnes agricoles et de moyen et long termes pour réaliser des investissements structurants de leurs activités	X	X		X
Disponibilité et coûts des produits à l'import	Quand la production locale est insuffisante, un pays devra pouvoir recourir sans difficulté à l'import et avec des coûts n'affectant pas ses équilibres financiers	X	X		X
Infrastructure de stockage et répartition territoriale	Pour réguler l'approvisionnement des marchés et pouvoir agir sur l'offre de manière à contrôler les fortes hausses de prix, un pays doit disposer d'une infrastructure de stockage suffisante et bien répartie territorialement par rapport aux besoins des bassins de	X	X		X



	consommation et par rapport aux vulnérabilités locales faisant que certaines populations peuvent risquer des pénuries plus que d'autres				
Rôle des intermédiaires	Les intermédiaires sont nécessaires pour le fonctionnement de toute filière agroalimentaire. Ils jouent souvent un rôle de facilitation, de transactions intermédiaires et d'appui logistique auprès des agriculteurs, industriels et autres grands acteurs de la filière	X	X		X
Industries Agroalimentaires	Nécessaires pour la valorisation de la production agricole à travers les activités de conditionnement, de conservation, de diversification et d'innovation	X	X	X	X
Circuits de distribution et de commercialisation	C'est dans ces circuits que les transactions entre producteurs, grossistes et détaillants ont lieu d'une manière transparente	X	X	X	X
Prix des produits agricoles et alimentaires au détail	Leur rôle est fondamental dans la fixation des prix des produits vendus en gros et au détail		X		X
Pouvoir d'achat global du citoyen, notamment des classes pauvres	Pour sécuriser ses besoins alimentaires, le citoyen doit disposer de suffisamment de pouvoir d'achat pour acquérir ses besoins en denrées alimentaires. Cela passe par un niveau de prix accessible pour les différentes classes sociales (impliquant des efforts de subvention directe et indirecte pour les classes peu aisées et de régulation des marchés pour un contrôle global des prix dans des fourchettes convenables)		X	X	X
Coordination et gouvernance au sein des filières agroalimentaires	Le niveau de coordination et de bonne gouvernance au sein des filières agroalimentaires est garant de la fluidité de la circulation des produits entre acteurs de la filière, de la transparence des transactions et d'une répartition équitable des marges	X	X		X
Utilisations alimentaires et gaspillages	L'utilisation des denrées alimentaires par les ménages, cafés, hôtels et restaurants doit garantir une nourriture suffisante et de bonne qualité nutritionnelle et sanitaire à tous les citoyens sans favoriser une surconsommation qui peut conduire à des maladies (obésité, diabète, etc.) ou à des gaspillages impactant à la fois l'environnement et le budget de l'Etat			X	X

#### 1.4. Analyse SWOT de la sécurité alimentaire en Tunisie

Réaliser une analyse des Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces de la sécurité alimentaire par dimension s'étend à l'analyse de la situation du secteur alimentaire dans sa globalité mais aussi de la situation socio-économique du pays, étant donné plusieurs facteurs, dont :

- La dépendance alimentaire de la Tunisie vis-à-vis de certains pays monopolisant l'essentiel de l'offre mondiale (cas de l'Ukraine et de la Russie pour les céréales) ;
- La profondeur du déficit de la balance commerciale alimentaire et sa relation avec le déficit commercial global du pays et la disponibilité de la devise à des moments précis de l'année ;
- Les variations de prix des intrants agricoles (semences et engrais) et de l'hydrocarbure, facteurs

essentiels à la production agricole que la Tunisie importe et subventionne ;

- Le poids de la compensation des prix des produits de base sur le budget de l'Etat ;
- Les aspects liés à la raréfaction de l'eau d'une

manière générale et aux changements climatiques (stress thermique, désertification, etc.) ;

- Les objectifs de développement d'autres secteurs qui peuvent entrer en concurrence avec les objectifs de développement de projets structurants pour la sécurité alimentaire.

## DIMENSION DISPONIBILITÉ

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atteinte de l'autosuffisance pour certains produits agricoles stratégiques</li> <li>• Existence de mécanismes rodés de constitution de stocks stratégiques de régulation</li> <li>• Production agricole de bonne qualité</li> <li>• Existence de structures d'appui, de veille et de soutien à l'agriculteur et pêcheur</li> <li>• Existence d'un bon code d'incitations à l'investissement agricole</li> <li>• Planification des besoins d'importation de produits agricoles et réservation des budgets nécessaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La dépendance alimentaire vis-à-vis de certains pays monopolisant l'essentiel de l'offre mondiale</li> <li>• Dominance de l'agriculture pluviale à faible productivité</li> <li>• Situation foncière catastrophique du secteur (morcellement, très petites exploitations agricoles, problèmes d'héritage, etc.)</li> <li>• Très faible valorisation des milliers d'hectares de terres domaniales et collectives</li> <li>• Très faible culture de mutualisation des efforts de production, via des coopératives efficaces, des petits agriculteurs</li> <li>• Le recours de plusieurs acteurs de la profession libérale à utiliser l'agriculture pour bénéficier des avantages fiscaux attribués au secteur et non pour des fins visant à renforcer la disponibilité de produits agricoles stratégiques</li> <li>• Faible taux d'irrigation global contre une surexploitation des nappes phréatiques dans certaines régions</li> <li>• Eaux très salines et sols dégradés dans plusieurs bassins de production traditionnels</li> <li>• Inexistence d'une démarche volontariste de mobilisation de l'eau grâce aux nouvelles technologies (désalinisation par osmose, etc.)</li> <li>• Indisponibilité de la main d'œuvre agricole en quantité et qualité</li> <li>• Difficultés d'accès et pénuries récurrentes en semences et engrais</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faiblesse des capacités financières de la majorité des petits agriculteurs</li> <li>• Insuffisance de la maîtrise des pratiques agronomiques pour certaines cultures</li> <li>• Vulgarisation et connexion recherche agronomique-producteur encore très insuffisantes</li> <li>• Faible capacité de prévisions préalables des besoins de consommation</li> <li>• Un déficit important de la balance commerciale alimentaire, notamment durant les années de crises mondiales</li> </ul>
--	--

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un vivier de jeunes ingénieurs et de techniciens agronomes bien formés</li> <li>• Disponibilités de stocks de terres domaniales valorisables</li> <li>• La recherche agronomique peut contribuer à améliorer les savoirs faire et les pratiques agronomiques actuelles</li> <li>• Le potentiel d'innovation dans l'industrie agroalimentaire est fort</li> <li>• Le recours aux nouvelles technologies peut améliorer notablement la productivité des cultures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accélération et intensification des vulnérabilités liées aux effets du changement climatique</li> <li>• Dégradation irréversible de certaines ressources naturelles (eaux, lacs, sols)</li> <li>• Perte des acquis dans des filières ayant l'autosuffisance actuellement (tel que le lait et certaines cultures maraichères)</li> <li>• Maladies phytosanitaires et animales incontrôlables</li> <li>• Pénuries durables de la main d'œuvre</li> <li>• Indisponibilité des produits agricoles importés à des prix convenables</li> </ul>

## DIMENSION ACCÈS

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une Industrie Agroalimentaire développée (conservation et conditionnement des produits agricoles, diversification des produits, innovation, etc.)</li> <li>• Existence d'un réseau de marchés bien réparti territorialement</li> <li>• Existence de programmes pour mettre à niveau les circuits de distribution des produits agricoles</li> <li>• Infrastructure routière permettant de faciliter l'accès des agriculteurs aux fournisseurs et aux marchés</li> <li>• Existence de mécanismes de contrôle de la qualité, du stockage et des prix au détail</li> <li>• Existence de politiques en faveur du pouvoir d'achat et de la protection sociale du citoyen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés à réguler les prix et les marchés pour certains produits</li> <li>• Fort opportunisme des intermédiaires et des spéculateurs en temps de crise</li> <li>• Mauvaise répartition des entrepôts de stockage des denrées alimentaires en fonction des besoins territoriaux et tenant compte de la vulnérabilité aux crises et catastrophes</li> <li>• Inexistence d'un système digitalisé et transparent de suivi des stocks stratégiques</li> <li>• Grands retards dans le programme de mise à niveau et de digitalisation des marchés et circuits de distribution</li> <li>• La Caisse Générale de Compensation est alourdie à des niveaux pesant fortement sur le budget de l'Etat depuis 2011</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• Subvention à plusieurs niveaux des produits de base (pains, pâtes, sucre, lait, huile végétale, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir d'achat dégradé depuis quelques années avec des niveaux d'inflation globale alarmants</li> <li>• Absence de politiques volontaristes de réduction des gaspillages et de valorisation des déchets alimentaires</li> <li>• Ventes illicites et informelles des produits et facteurs de production agricoles vers les pays voisins en temps de pénuries</li> </ul>
---	--

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise à niveau des circuits de distribution (projet en cours) peut améliorer considérablement l'accès des citoyens aux produits alimentaires avec des prix transparents</li> <li>• Les politiques de contrôle des activités informelles et de la contrebande, les politiques sociales et pro-femme rurale permettraient d'améliorer le pouvoir d'achat du citoyen</li> <li>• Les nouvelles technologies et la digitalisation peuvent considérablement améliorer la traçabilité des produits au niveau des filières et la transparence globale au niveau des transactions entre acteurs (ce qui limite l'opportunisme des intermédiaires informels et les spéculations en temps de crise)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Spéculation et opportunisme renforcés de la part des intermédiaires informels au moment des crises</li> <li>• Risque d'inflation galopante « importée » à cause des hausses des prix des denrées alimentaires et du transport maritime sur les marchés internationaux</li> <li>• Inégalités dans les circuits de distribution et du commerce entre gouvernorats et entre milieu urbain et milieu rural favorisant les inégalités sociales et la précarité des classes pauvres dans certaines localités éloignées</li> <li>• Vulnérabilité croissante des femmes par rapport aux hommes quant à l'accès à la nourriture en milieux pauvres</li> </ul>

## DIMENSION UTILISATION

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévalence de la sous-alimentation de plus en plus faible en Tunisie</li> <li>• Nourriture disponible diversifiée et de bonne qualité (source de protéines animales et végétales, glucides et lipides, oligo-éléments et vitamines)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grand gaspillage des produits alimentaires de base du fait de leurs prix subventionnés</li> <li>• Information indisponible sur les utilisations, besoins et gaspillages du secteur de l'hôtellerie, cafés et restauration hors foyers</li> </ul>

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Potentiel considérable de valorisation des déchets agricoles et alimentaires dans l'enrichissement des sols et la nourriture animale</li> <li>• Possibilités de politiques progressives permettant de récupérer une partie de la compensation (des pains et pâtes, huiles végétales, gaz en bouteille) captées par l'hôtellerie, cafés et la restauration hors foyer</li> <li>• Fort potentiel d'action (progressivement) sur la transformation du modèle de consommation tunisien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des maladies liées à l'obésité due à la surconsommation des pâtes blanches et sucres</li> <li>• Renforcement de la culture du gaspillage en relation avec la continuation de la politique de subvention généralisée et non ciblée des denrées alimentaires</li> <li>• Désintérêt du secteur privé à renforcer les efforts de l'Etat en matière de stockage et de transformation des denrées alimentaires</li> </ul>





<p>en luttant contre l'obésité (favorisant les maladies cardiovasculaires et le diabète), ce qui permettra à la fois d'agir sur la sécurité alimentaire globale du pays mais aussi sur les coûts de soins liés aux maladies inhérentes à l'obésité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Potentiel considérable pour limiter les importations de céréales et des sucres</li> </ul>	
---	--

## DIMENSION STABILITÉ

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence de quelques initiatives de lutte contre l'impact du changement climatique et de préservation des ressources naturelles</li> <li>• Existence d'un vivier de ressources humaines de haute qualité capable de relever les défis du futur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte dépendance à l'import malgré le potentiel de production locale</li> <li>• Faible investissement dans l'innovation et les technologies digitales</li> <li>• Impact du changement climatique non cerné d'une manière efficace</li> <li>• Problème latent de disponibilité de la main d'œuvre agricole dans le futur</li> </ul>

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilités de financements internationaux conséquent pour la lutte contre les effets du changement climatique</li> <li>• Existence de politiques et de projets de recherche pour la lutte contre le changement climatique</li> <li>• Le progrès technologique en matière de désalinisation de l'eau saline et de mer permettra de limiter le stress hydrique en Tunisie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte dégradation des ressources naturelles aboutissant à des pertes irréversibles de sols fertiles et de ressources en eau</li> <li>• Perte de productivité due aux effets du changement climatique</li> <li>• Désintérêt de la main d'œuvre et des jeunes à s'orienter vers l'activité agricole et alimentaire</li> <li>• Dépendance accentuée à l'import à long terme</li> </ul>

## II. IMPACTS DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN TUNISIE

### 2.1. L'avant conflit Russo-Ukrainien : une fragilisation de la dimension « Accès » à cause de la Pandémie de la « COVID-19 » en 2019-2020

Plusieurs études ont été réalisées pour estimer l'impact de la crise liée à la Pandémie de la Covid-19 sur le secteur alimentaire tunisien et sur le citoyen.

L'essentiel des résultats de ces études pointe un impact majeur sur :

- La situation financière des petits agriculteurs et pêcheurs qui ont dû subir le renchérissement du coût de la vie et des facteurs de production conséquents à la crise sans forcément bénéficier de l'effet de la hausse des prix finaux à la vente (souvent contrôlés par des intermédiaires) ;
- Les prix de vente des denrées alimentaires et de la consommation des préparations alimentaires au niveau des cafés et opérateurs de la restauration hors foyers ;
- Les opérateurs du secteur touristique qui ont dû fermer ou travailler périodiquement, mettant en péril les revenus de dizaines de milliers d'ouvriers occasionnels ;

- La productivité globale des agents économiques freinant la production durant certaines périodes et donc la croissance économique (notamment en 2020).

Les dimensions « Disponibilité » et « Utilisation » des produits agricoles ne semblent que très relativement et temporairement impactées par la crise liée à la COVID-19 grâce à une gestion correcte de la crise de la part de l'Etat.

**Toutefois, le pouvoir d'achat moyen du citoyen en est sorti fortement diminué, les PME agricoles et non agricoles étant en difficultés financières et les budgets de l'Etat caractérisés par des déficits de plus en plus alarmants.**

## 2.2. Impacts de la crise liée au conflit Russo-Ukrainien fin mai 2022

En 2022, la situation économique semblait commencer à se redresser, notamment grâce à la

maîtrise de l'épidémie de la COVID-19 au niveau national et international.

Or, dès fin février 2022, la crise Russo-Ukrainienne éclate et perturbe fortement le potentiel de redressement de la croissance au niveau mondial, européen (principal partenaire de la Tunisie) et national.

**Sous l'angle de vue de la sécurité alimentaire, l'impact la crise Russo-Ukrainienne fin mai 2022 a concerné essentiellement :**

- **La facture d'importation des céréales et autres produits alimentaires de base** alourdie de 840 MD fin avril 2022 (certainement plus de 1000 MD à fin mai 2022) ;
- **L'inflation importée à cause de la hausse vertigineuse des prix internationaux des hydrocarbures, produits manufacturés et services** qui a atteint 7,8%, niveau jamais atteint depuis 2011.

Indicateurs	Secteur/Activité	Valeur – Variation%
Importations alimentaires totales fin avril 2022	Agriculture, pêche et IAA	<b>3507 MD</b> (+840 MD par rapport aux 4 mois 2021)
Céréales		1267 MD (pour 975 KT)
Graines oléagineuses		193 MD (pour 128 KT)
Graisses et huiles		442 MD (pour 256 KT)
Sucre		193 MD (pour 128 KT)
Inflation fin mai 2022	Globale	<b>+7,8 %</b>
	Produits alimentaires	<b>+ 1,8%</b>

Source INS

Les facteurs pouvant potentiellement absorber une partie de cet impact en 2022 sont les suivants :

- La croissance positive de la valeur ajoutée agricole et des industries agroalimentaires début 2022 ;
- La bonne récolte attendue de céréales (20 M Qx attendus cet été) ;
- La légère amélioration des réserves en eau des barrages ;

- L'augmentation des exportations, y compris de l'huile d'olive et des dattes, en relation avec la dépréciation induite du dinar face au dollar et à l'euro et suite à un certain retour à une vie normale dans le monde (sans confinement lié à la COVID-19) ;
- Les bonnes réalisations et perspectives de rentrées en devises du secteur touristique.

**Dans tous les cas, le bilan de l'année 2022 sera**



**certainement lourd sur les dépenses publiques, la caisse de compensation et le recours aux devises pour garantir le même niveau de sécurité alimentaire en 2022 que celui de 2020 et de 2021.**

**L'impact de la crise russo-ukrainienne sur la sécurité alimentaire dépendra fortement des performances du secteur agricole.**

### **2.3. Tendances du marché mondial des produits de base pour le reste de 2022 et l'année 2023**

La Russie et l'Ukraine représentent près de 30% des exportations mondiales de blé et sont des acteurs incontournables pour les marchés de l'orge, du maïs et du tournesol. Le conflit russo-ukrainien a donc très vite montré un fort impact direct sur les disponibilités et les prix des céréales et des huiles végétales et ce dès mars-avril 2022.

Durant le deuxième trimestre 2022, eu égard à l'évolution du conflit et à la récurrence des sanctions économiques de la part des pays occidentaux contre la Russie et les contre-sanctions de cette dernière, les marchés des matières premières agricoles et non agricoles vont continuer à subir de très grandes pressions menant à renforcer les tendances inflationnistes dans le monde, y compris pour l'Afrique du Nord et l'Europe.

Quant à la Tunisie, ce conflit risque d'affecter l'approvisionnement tunisien en céréales dès l'automne 2022. En effet, la Tunisie dépend à 80 % des marchés russe et ukrainien pour les importations de céréales. Elle importe à hauteur de 60 % de sa consommation en blé auprès de ces deux pays, en particulier de l'Ukraine. L'année écoulée, la Tunisie a importé 984 000 tonnes de blé ukrainien contre 111 000 tonnes de blé russe.

Le prix du blé dur a enregistré une hausse de 93,4%

par rapport à l'année dernière. Les prix des autres produits céréaliers (blé tendre, orge et maïs) ont enregistré une hausse variant entre 27% et 58%, cette hausse étant principalement liée aux répercussions de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En conséquence, la balance commerciale alimentaire tunisienne a enregistré au cours des 4 premiers mois de l'année 2022 un déficit supérieur de 840 MD par rapport au déficit de la même période de 2021 et ce malgré l'augmentation des exportations en valeur de l'agriculture et de la pêche de 27% fin avril 2022.

**A titre d'exercice d'estimation, pour toute l'année 2022, si l'on garde les mêmes quantités importées en 2021 des produits de base, à savoir céréales (3880 T), sucre (200 T) et huiles végétales (200 T) et tenant compte des augmentations des prix, le déficit de la balance commerciale sera majoré d'au moins 1500 MD. Notons enfin, sur ce point, que les perspectives climatiques et de la saison touristique laissent présager des besoins en céréales supérieurs en 2022 par rapport à 2021 donc un déficit supérieur.**

**Sur un autre plan, le conflit aurait un impact sur la croissance et l'inflation européennes et donc sur la demande en produits alimentaires et manufacturés (en d'autres termes, nos exportations vers cette région). Selon certains experts, cela pourrait priver le pays de 2% de croissance du PIB en 2022.**

**En matière d'inflation, le rythme actuel implique une augmentation relative de l'indice des prix à la consommation de quelques 0,2 à 0,5% mensuellement depuis mars 2022. Le maintien des pressions sur le budget de l'Etat laissera au moins l'inflation dans la fourchette de 8% et pourra la faire exploser au-delà de 10% dans le pire des scénarii.**

**Enfin, la Banque Mondiale prévoit que cette crise persistera jusqu'à 2024. Ceci pousse à**

**prévoir des perspectives de croissance économique relativement mauvaises, un déficit de la balance alimentaire encore plus consistant et une inflation menaçant la paix sociale à moyen terme.**

De actions d'envergure, rapides et efficaces, peu coûteuses, doivent être entreprises pour limiter les effets de cette crise et ne devraient pas couvrir uniquement le maillon de l'offre c'est-à-dire la production agricole et les importations alimentaires mais également la transformation et la distribution jusqu'à la consommation.

### **III. SCÉNARII D'ÉVOLUTION POSSIBLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À COURT TERME (2022-2023)**

Dans cette rubrique, nous développons 3 scénarii d'évolution possible de la sécurité alimentaire pour le reste de l'année 2022 et l'année 2023 tenant compte de l'impact actuel et possible de la crise russo-ukrainienne sur la Tunisie, en se basant sur les facteurs déterminants de la sécurité alimentaire en Tunisie (Cf. parag. 1.3).



Scenarii	Facteurs touchés	Evolution en 2022-2023
<b>Sénario 1 : Maintien des efforts actuels en matière de sécurité alimentaire : scénario tendanciel</b>	Capital de Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfaces cultivées en céréales égales à celles de 2021</li> <li>• Cheptels de production animale (viandes, œufs et lait) inchangé</li> </ul>
	Climat	• Pluviométrie égale à la moyenne 2019-2021
	Intrants agricoles	• Disponibilités et accès aux semences, engrais et fertilisants pour les cultures de base présentant les mêmes anomalies
	Maladies phytosanitaires et animales	• Maîtrise des maladies phytosanitaires et animales
	Accès au financement	• Niveau de financement des crédits de campagnes égal à la moyenne (2019-2021)
	Disponibilité et coût des produits à l'import	• Disponibilité des produits relativement altérée et déficit commercial fort
	Infrastructure et politique de stockage et de régulation	• Politique de stockage et de régulation des marchés inchangée
	Opportunisme des intermédiaires et spéculation	• Contrôle moyennement efficace de l'opportunisme des intermédiaires
	Pouvoir d'achat global du citoyen	• Une inflation autour de 7-8%
Utilisation et gaspillages alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuation des gaspillages alimentaires des produits subventionnés</li> <li>• Continuation de la récupération d'une partie de la compensation par les hôtels et entreprises de restauration hors foyers</li> <li>• Fort taux de prévalence de l'obésité et des maladies liées à la sur-consommation de pains, pâtes blanches et sucreries</li> </ul>	
<b>Sénario 2 : Actions et initiatives volontaristes pour réduire l'impact de la crise russo-ukrainienne sur la sécurité alimentaire : scénario souhaitable</b>	Capital de Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfaces cultivées en céréales largement augmentées par rapport à la campagne 2021-2022</li> <li>• Augmentation des surfaces de céréales et d'autres cultures en irrigué par rapport à la campagne 2021-2022</li> <li>• Cheptels de production animale maintenus pour le lait et améliorés pour les œufs et viandes blanches</li> </ul>
	Climat	• Pluviométrie égale à la moyenne 2019-2021
	Intrants agricoles	• Disponibilité et accès aux semences, engrais et fertilisants pour les cultures de base largement amélioré pour la campagne 2022-2023
	Maladies phytosanitaires et animales	• Maîtrise des maladies phytosanitaires et animales
	Accès au financement	• Niveau de financement des crédits de campagnes largement amélioré durant la campagne 2022-2023 pour les agriculteurs s'adonnant aux cultures des produits manquants ou importés
	Disponibilité et coût des produits à l'import	• Disponibilité et prix internationaux des denrées importées par la Tunisie nettement améliorés
	Infrastructure et politique de stockage et de régulation	• Politique de stockage et de régulation des marchés encourageant davantage le secteur privé (transparent et formel) à soutenir les efforts de l'Etat en la matière
	Opportunisme des intermédiaires et spéculation	• Contrôle plus efficace de l'opportunisme des intermédiaires
	Pouvoir d'achat global du citoyen	• Une inflation maîtrisée davantage (autour de 6%)
Utilisation et gaspillages alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques et initiatives volontaristes de réduction des gaspillages alimentaires des produits subventionnés</li> <li>• Politiques et initiatives volontaristes de récupération d'une partie de la compensation par les hôtels et entreprises de restauration hors foyers</li> <li>• Politiques et initiatives volontaristes de réduction de la prévalence de l'obésité chez l'adulte et sensibilisation intensive à l'impact des maladies liées à la sur consommation de pains, pâtes blanches et sucreries</li> </ul>	

<b>Scénario 3 : Impact plus fort de la crise russo-ukrainienne, facteurs climatiques défavorables et échec de l'implication des agriculteurs et autres acteurs des filières dans les efforts d'atténuation de l'effet de la crise sur la sécurité alimentaire : scénario noir</b>	Capital de Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surfaces cultivées en céréales maintenues voir diminuées par rapport à la campagne 2021-2022</li> <li>• Cheptels de vaches laitières réduit et maintien, voir diminution, de l'offre de viandes blanches et d'œufs</li> </ul>
	Climat	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécheresse accentuée durant la campagne 2022-2023</li> </ul>
	Intrants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité et accès aux semences, engrais et fertilisants pour les cultures de base altérés davantage pour la campagne 2022-2023</li> </ul>
	Maladies phytosanitaires et animales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non maîtrise des maladies phytosanitaires et animales</li> </ul>
	Accès au financement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau de financement des crédits de campagnes largement détérioré durant la campagne 2022-2023</li> </ul>
	Disponibilité et coût des produits à l'import	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits alimentaires importés difficilement accessibles ou à des prix exorbitants</li> </ul>
	Infrastructure et politique de stockage et de régulation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique de stockage et de régulation des marchés non améliorée</li> </ul>
	Opportunisme des intermédiaires et spéculation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relâchement du contrôle de l'opportunisme des intermédiaires et de la spéculation</li> </ul>
Pouvoir d'achat global du citoyen	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une inflation non maîtrisée dépassant 10%</li> </ul>	
Utilisation et gaspillages alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuation des gaspillages alimentaires des produits subventionnés</li> <li>• Continuation de la récupération d'une partie de la compensation par les hôtels et entreprises de restauration hors foyers</li> <li>• Fort taux de prévalence de l'obésité et des maladies liées à la sur-consommation de pains, pâtes blanches et sucreries</li> </ul>	

Sur le plan quantitatif, le scénario N°2, souhaitable pour la Tunisie, pourra permettre de :

- **Cerner l'inflation globale entre 6 et 7% durant le reste de l'année 2022 et durant l'année 2023 ;**
- **Réduire la facture de l'import des denrées alimentaires (pourque la majoration du déficit ne dépasse pas 1500 MD en 2022 et 2023 par rapport aux niveaux de 2021) ;**
- Récupérer une partie de la subvention captée par les hôtels et entreprises de restauration hors foyers et l'orienter vers le financement des actions prioritaires d'amélioration de la sécurité alimentaire (une taxe exceptionnelle pourra être inscrite) dans la loi des finances de 2023 et permettra de récupérer jusqu'à 300 millions de dinars de cette subvention sans fortement altérer les performances financières des entreprises concernées ;
- Réduire les gaspillages alimentaires et les coûts de soin liés aux maladies induites par la surconsommation de pains, pâtes blanches, huiles végétales et sucre qui se chiffrent en centaines de millions de dinars.

## IV. OBJECTIFS STRATÉGIQUES À CONSIDÉRER POUR LE TRÈS COURT TERME

Dans ce paragraphe, seront ciblés les objectifs stratégiques à prioriser pour 2022-2023 avec un guidage opérationnel plutôt tactique (en référence au très court terme et à l'impact de la crise du conflit russo-ukrainien).

Une stratégie globale pour transformer le système alimentaire tunisien de manière à renforcer la vulnérabilité de la sécurité alimentaire nationale face aux crises est à envisager à part et sur le long terme.

Ainsi les objectifs stratégiques à prioriser en 2022-2023 peuvent être présentés comme suit :

- Augmenter l'offre locale en produits précédemment importés ;
- Maîtriser l'augmentation de la facture des importations dans des niveaux supportables pour le budget de l'Etat ;





- Recentrer la subvention autour des produits alimentaires de base destinés aux ménages seulement (et non pour les consommations de loisir) ;
- Réduire les gaspillages alimentaires au niveau des ménages et des entreprises de restauration hors foyers ;
- Démarrer une réelle campagne d'incitation à la réduction de surconsommation des pains, pâtes blanches, sucres et fritures : excès nocifs pour la santé et coûtant beaucoup au contribuable car produits importés et fortement subventionnés.

## V. PROPOSITIONS D' ACTIONS URGENTES ET PRIORITAIRES POUR AMÉLIORER LE NIVEAU DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN 2022-2023

### 5.1. Niveaux et champs des actions proposés

Les actions proposées afin de matérialiser les objectifs stratégiques énoncés ci-dessus vont cibler les 3 dimensions de la sécurité alimentaire, à savoir : la disponibilité, l'accès et l'utilisation en agissant à 4 niveaux : la production agricole, les importations, l'industrie et le commerce et la consommation.

Niveau de l'action	Champs des actions
<b>Production agricole</b>	La bonne gestion des campagnes agricoles 2022 (céréalière et oléicoles)
	La bonne préparation des prochaines campagne agricoles 2023
<b>Importations alimentaires</b>	La réduction de la facture des importations alimentaires
	L'adoption d'une nouvelle politique d'importation des produits de base (plus favorable à la souveraineté alimentaire)
<b>Industrie et secteur tertiaire</b>	La réduction des sucres dans les produits industrialisés
	Le renforcement de la lutte contre l'opportunisme des intermédiaires et la spéculation
<b>Consommation</b>	La lutte contre la prévalence de l'obésité
	La réduction des gaspillages (ménages, restaurants, cafés, et hôtels)
	Le maintien du pouvoir d'achat des classes pauvres

Un ciblage d'actions faciles à mettre en œuvre, rapides et efficaces sera proposé dans ce paragraphe et pourra servir de base à des décisions gouvernementales concertées. Ces actions peuvent être exceptionnelles/conjoncturelles ou durables.

### 5.2. Leviers d'action ciblés pour renforcer la sécurité alimentaire en 2022-2023

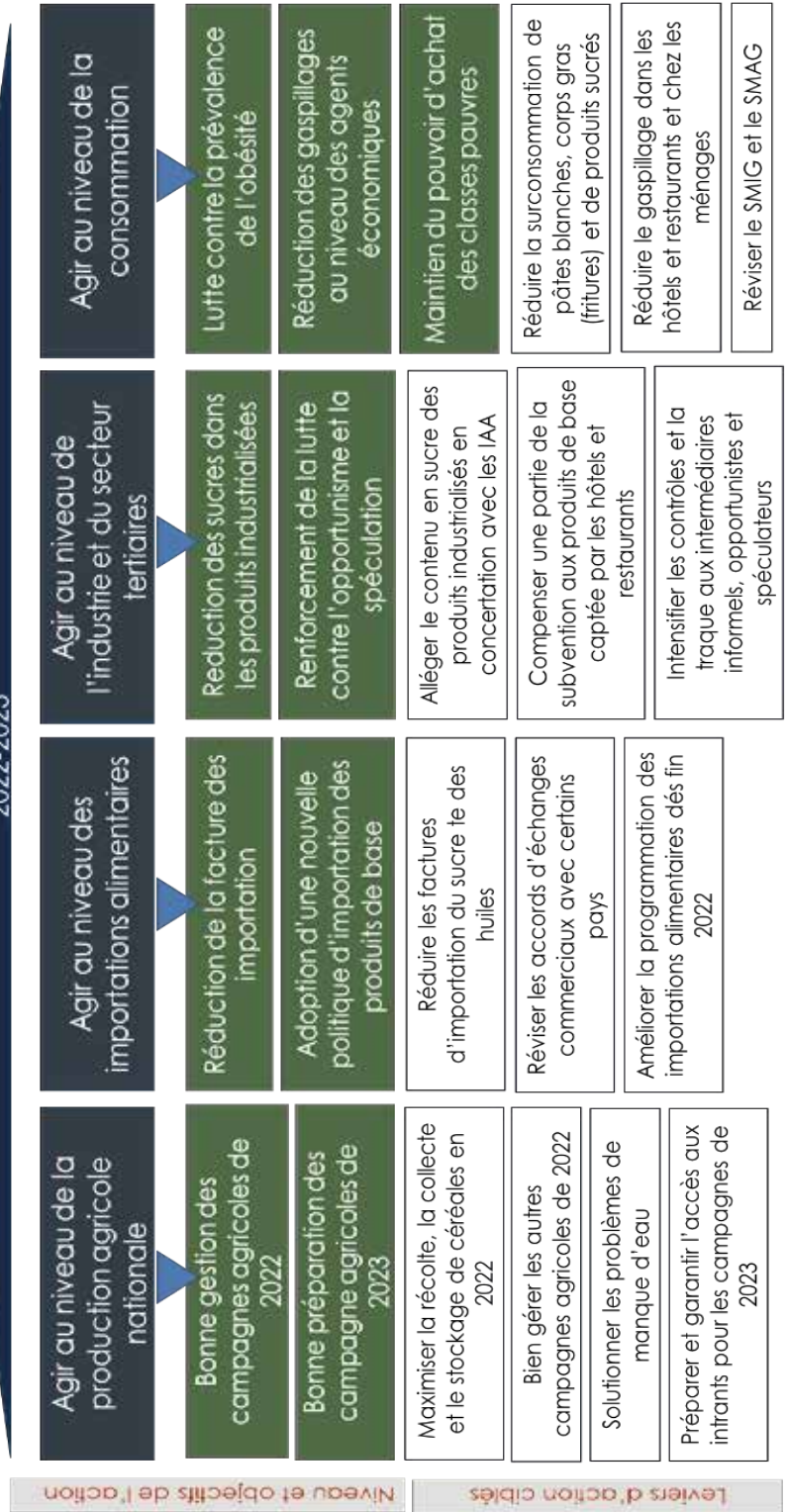
Au total 14 leviers d'action seront ciblés pour renforcer la sécurité alimentaire durant le reste de l'année 2022 et l'année 2023. Elles s'inscrivent

également dans un début de démarche de renforcement de la souveraineté alimentaire.

Enfin l'activation de ces leviers va permettre également une amélioration ou une amorce d'amélioration au niveau du déficit grandissant de la balance commerciale alimentaire.



## Renforcer la Sécurité Alimentaire en 2022-2023





### 5.3. Plan d'actions proposé pour renforcer la sécurité alimentaire en 2022-2023

Actions visant à améliorer la disponibilité et l'accès aux aliments			
Actions	Acteurs à engager	Impact escompté 2022/2023	Indicateur de suivi
<b>La bonne gestion des campagnes agricoles 2022</b>	Mobiliser tous les moyens de l'Etat au niveau central et local et les forces vives de la société civile pour réussir la saison de récolte et de collecte des céréales (y compris la protection contre les vols, pertes et incendies)	Ministère de l'Intérieur, Garde Nationale, Ministère de l'Agriculture, Ministère du Transport, Sécurité Civile, UTAP, SYNAGRI, Associations locales et régionales, citoyens.	Réduire les pertes dues à une mauvaise gestion potentielle de l'étape moisson-collecte-stockage des céréales  Collecter 65 à 70% de la production (contre 50% les campagnes précédentes) => équivalent en gains au niveau du déficit commercial alimentaire
	Renforcer la surveillance au niveau des frontières pour prévenir les ventes informelles de céréales aux pays voisins	Ministère de l'Intérieur, Garde Nationale, Ministère l'Agriculture, Douane	Prévenir les échanges frontaliers informels de céréales
	Préparer un système de suivi digitalisé de la récolte céréalière de 2022 par agriculteur et centre de collecte et point de stockage	Office des Céréales, Ministère des TIC's, Ministère de l'Agriculture, Centres de collecte privés	Réduire les quantités de céréales vendues en dehors des circuits légaux passant sous le contrôle de l'Office des Céréales (estimées à 40%-35% des récoltes)
	Création de comités tripartites (Agriculture, Industrie et Commerce) régionaux et nationaux responsables du pilotage et de l'alerte quant aux bonnes conditions de déroulement des campagnes agricoles autres que céréalières (lait, huile d'olive, cultures maraichères, etc.)	Ministère et représentations régionales des Ministères de l'Agriculture, l'Industrie et du Commerce	Maximiser l'offre de produits agricoles de base sur les marchés

<p><b>La bonne préparation des campagnes agricoles, notamment 2023</b></p>	Appuyer les éleveurs de vaches laitières pour prévenir une chute de la production dès septembre 2022 (période de basse lactation) et une cession du cheptel	Ministère de l'Agriculture	Prévenir la cession de cheptel et la dégradation des conditions des éleveurs de lait	Maîtrise de la baisse de quantités de lait en période de basse lactation Effectif du cheptel laitier fin 2022
	Renforcer les stocks stratégiques territorialisés en sources de protéines animales à prix accessibles (lait, œufs, viande de volailles, etc.)	Ministère de l'Agriculture	Garantir l'accès à tout moment et sur tout le territoire du citoyen aux sources de protéines animales à prix accessibles (lait, œufs, viande de volailles, etc.)	Continuité de l'offre et prix des sources de protéines animales à prix accessibles (lait, œufs, viande de volailles, etc.)
	Intensifier la vulgarisation et l'appui fourni aux agriculteurs sur le terrain	Ministère de l'Agriculture, UTAP, SYNAGRI	Renforcer la proximité des agriculteurs et les conseiller d'une manière volontaire et à la demande	
	Augmenter les superficies dédiées aux cultures de base, notamment les céréales, via des mécanismes de sensibilisation et d'encouragement	Ministère de l'Agriculture, UTAP, SYNAGRI	Augmentation de la production céréalière nationale et réduire les imports par voie de conséquence	Superficiés additionnelles cultivées en céréales et cultures de base
	Examiner la disponibilité et mobiliser une partie des terres domaniales qui peuvent être dédiées aux grandes cultures et cultures de bases	Ministère de l'Agriculture	Augmentation de la production céréalière nationale et réduire les imports par voie de conséquence	Superficiés additionnelles cultivées en céréales et cultures de base
	Garantir la disponibilité, raccourcir les circuits administratifs et faciliter l'accès de tous les agriculteurs aux intrants nécessaires (DAP, Ammonitrate, semences, etc.)	Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Intérieur, Ministère du Commerce, UTAP, SYNAGRI, Société civile	Garantir le semis et le démarrage du semis avec les meilleures semences et avec les engrais nécessaires pour tous les agriculteurs	Augmentation des quantités produites
	Augmenter la part des terres céréalières irriguées et encourager les céréaliculteurs à l'économie de l'eau	Ministère de l'Agriculture, Gouverneurs, UTAP, SYNAGRI	Augmentation de la production céréalière nationale en irrigué	Augmentation des quantités produites



	Intensifier la vulgarisation et l'appui fourni aux agriculteurs avant semis	Ministère de l'Agriculture, UTAP, SYNAGRI	Renforcer la proximité des agriculteurs et les conseiller d'une manière volontaire et à la demande	
	Faciliter l'accès au financement des agriculteurs avec des dispositions exceptionnelles pour 2022-2023	Ministère de l'Agriculture, Micro-financeurs, BNA, Ministère des Finances, société civile	Faciliter le financement des petits agriculteurs pour réussir leurs campagnes	Nombre de crédits de campagne attribués aux céréaliculteurs et producteurs de produits de base
<b>La Réduction de la facture des importations</b>	Renforcer la veille sur les prix internationaux des produits de base et les capacités d'anticipation en adoptant un système d'information adapté			
	Optimiser les importations de céréales, des graines oléagineuses et de sucre pour le reste de 2022 et 2023 en appelant les acheteurs publics des produits de base (3 offices) à une meilleure coordination des achats et des paiements (en fonction des disponibilités en devises)	Office du Commerce, Office des Céréales et Office National de l'Huile, Ministère des Finances		Réduire la facture des importations de 10% en 2022 et de 15% en 2023
<b>Adoption d'une nouvelle politique d'importation des produits de base</b>	Flexibiliser par texte juridique les mécanismes d'importation des produits de base en allégeant drastiquement les procédures du marché public dans le cas de graves crises menaçant la sécurité alimentaire du tunisien	Présidence du Gouvernement Ministère de Commerce	Saisir les opportunités sur le marché mondial au bon moment et réaliser des achats avec des prix convenables et dans des délais rapides en cas de crise	
	Réviser les accords de commerce bilatéraux avec certains pays avec lesquels un grand déséquilibre existe aux dépens des intérêts tunisien (à l'instar de l'accord avec le Turquie)	Présidence du Gouvernement Ministère de Commerce	Réduire les imports en produits alimentaires non indispensables et/ou augmenter les exportations tunisiennes vers ces marchés => Rééquilibrage de la balance commerciale alimentaire avec certains pays	Allègement du déficit de la balance commerciale alimentaire
	L'examen de la possibilité d'ouvrir l'importation d'un quota de céréales et de sucre aux industriels privés tunisiens sous	Ministère de l'Agriculture, Office des Céréales, Ministère de l'Industrie,	Faire contribuer le privé à l'effort national de rationalisation des	Attribuer un quota d'essai d'importation aux privés pour le

	conditions strictes : possibilité de réaliser un test en 2023 puis d'évaluer l'expérience	Ministère du Commerce, Office du Commerce	importations	sucres, le blé tendre et l'orge
<b>Alléger le contenu en sucres des produits alimentaires industrialisés</b>	Décider de réduire la quantité de sucres raffinés dans les produits industrialisés de 5% en 2022 et de 5% supplémentaires en 2023	Ministère de l'Industrie, UTICA, CONECT	Réduire les importations en sucres et prévenir la surconsommation de sucres chez les enfants et adultes	Allègement du déficit de la balance commerciale alimentaire  Prévention du diabète
	Introduire un label « produit allégé en sucres » pour la réduction de 30% des sucres raffinés dans les produits alimentaires industrialisés en concertation avec les industriels concernés			
<b>Compenser une partie de la subvention des produits de base captée par les cafés, restaurants et hôtels</b>	Introduire une taxe solidaire forfaitaire au titre de l'appui aux petits agriculteurs collectée auprès des cafés, restaurants et hôtels. Ces taxes alimenteront la caisse générale de compensation et la caisse de sécurité sociale et serviront à l'appui direct aux petits agriculteurs et pêcheurs	Ministère des Finances, Ministère du Commerce		Réduire les fuites de subventions vers les cafés, restaurants et hôtellerie et les rediriger vers les ménages pauvres et les petits agriculteurs et pêcheurs
	Continuer et intensifier les campagnes engagées dès début 2022 et renforcer le contrôle des lieux de stockage informels et du transport routier des produits agricoles et denrées alimentaires	Ministère du Commerce, Ministère de l'Intérieur, Gouverneurs	Atténuer l'opportunisme des intermédiaires et la spéculation en temps de crise	Quantités saisies et introduites dans les marchés formels
<b>Maintenir le pouvoir d'achat des classes pauvres</b>	Etudier les pistes en vue d'augmenter le SMIG et le SMAG dès 2022	Présidence du Gouvernement, Ministère des finances	Améliorer le pouvoir d'achat global des classes pauvres sans induire plus d'inflation au niveau national	





## Actions visant à améliorer l'utilisation des aliments

	Actions	Acteurs à engager	Impact escompté 2022/2023	Indicateur de suivi
<b>Lutte contre la prévalence de l'obésité</b>	Lancer une grande campagne nationale sur tous les supports médias (équivalente à celle réalisée pour la vaccination contre la COVID-19) pour encourager les consommateurs à haut indice de Masse Corporel (IMC) à adapter un régime nutritionnel pauvre en pâtes blanches, sucres et fritures (3 produits de base, fortement importés et subventionnés) => cibler les mamans étant donné la prévalence de l'obésité chez le genre féminin et du fait que ce sont les femmes qui s'occupent souvent de la cuisine au niveau des ménages	Ministères de la santé et du commerce, Institut National de Nutrition et de Technologie Alimentaire (INNTA), Institut National de la Consommation, Société Civile	Équilibrer le modèle de consommation alimentaire tunisien au profit d'une nourriture plus saine et moins dépendante des importations  Réduire les dépenses sanitaires sur les maladies liées à l'obésité à moyen et long termes	Réduction du taux de prévalence de l'obésité chez les adultes et les enfants  Réduction de la sur-consommation de pâtes blanches, sucres et huiles de fritures chez les ménages
<b>Réduction des gaspillages alimentaires au niveau des ménages, restaurants, cafés et hôtels</b>	Lancer une campagne de sensibilisation auprès des ménages pour réduire le gaspillage de pain et baguettes  Réfléchir à introduire sur le marché des petits pains (équivalent à une demi-baguette ou 1/4 d'un pain) plus convenables pour les petits ménages et les sandwicheries (avec beaucoup moins de taux de subvention que le pain ou la baguette). Ces petits pains remplaceront les baguettes à moyen terme  Lancer un label spécifique pour les hôtels, grands restaurants et salons de	Institut National de la Consommation, Société Civile  Ministère du Commerce, Ministère de l'Industrie, UTICA, CONECT  Ministères du Commerce et du	Réduire les quantités gaspillées de pain par les ménages (estimés à 100 MD actuellement selon l'INC)  Réduire les quantités gaspillées de pain par les ménages, les restaurants et l'hôtellerie.  Réduire les quantités gaspillées de pain, farine,	Réduire les quantités de pains gaspillés de 20% avant fin 2023  Réduire les quantités de pains gaspillés de 15% avant fin 2023  Réduire la subvention du pain et de la baguette  Réduire les quantités de

	thé « Entreprise engagée contre le gaspillage alimentaire » obtenu contre un engagement à réduire le gaspillage alimentaire d'au moins 20% d'ici fin 2023	Tourisme, UTICA, CONECT	sucres et huiles de friture par les cafés, restaurants et l'hôtellerie	pain, farine, sucre et huiles de friture par les cafés, restaurants et l'hôtellerie de 10% avant fin 2023
	Lancer une campagne de sensibilisation spécifique auprès des cafés, restaurants et hôtels pour réduire le gaspillage de pain, farine, huiles de friture et sucre	Ministères du Commerce et du Tourisme, UTICA, CONECT		





## VI. CONCLUSION

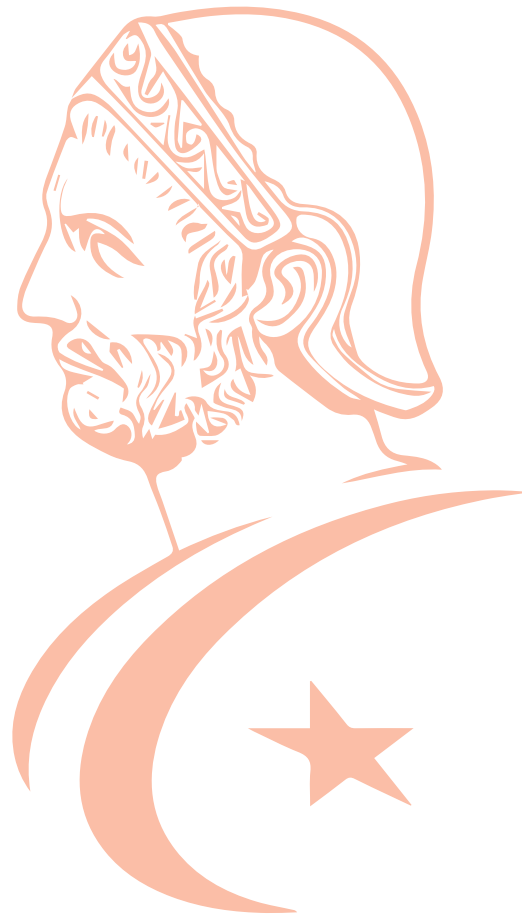
Sous l'effet, notamment de la crise russo-ukrainienne, la conjoncture alimentaire nationale au premier semestre de 2022 indique de fortes dégradations du pouvoir d'achat global du tunisien ainsi qu'une augmentation sans précédent du déficit de la balance alimentaire nationale.

Si rien n'est réalisé d'urgence, la situation risque gravement de se détériorer durant le 2<sup>ème</sup> semestre 2022 et au cours de l'année 2023.

Cette note propose une analyse approfondie de la situation de la sécurité alimentaire en Tunisie tout en expliquant comment les facteurs déterminants de la sécurité alimentaire sont et peuvent être impactés suite aux effets de la crise exogène liée au conflit Russo-Ukrainien (3 scénarios sont développés).

En se basant sur le scénario souhaitable à court terme, une série d'actions à différents degrés de faisabilité a été proposée pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire durant le reste de l'année 2022 et en 2023. Les actions préconisées prennent en considération un allègement du déficit commercial alimentaire et de la subvention dont une partie peut être réinvestie très rapidement pour concrétiser les autres actions en motivant les partenaires à engager (notamment les acteurs du secteur privé).

Enfin, la réussite du défi qui attend la Tunisie en termes de sécurité alimentaire durant les 18 prochains mois nécessite un réel engagement des acteurs institutionnels, administratifs, privés et de la société civile autour d'objectifs communs afin d'éviter le pire, c'est-à-dire la matérialisation du scénario noir N°3.



I T E S

## **INSTITUT TUNISIEN DES ETUDES STRATEGIQUES**

Think tank Tunisien d'envergure par ses aires de recherches diversifiées, l'ITES traite les questions stratégiques sur le devenir du pays dans leurs multiples dimensions. Instrument d'aide à la décision publique, il se positionne de manière singulière au niveau national au cœur des enjeux politiques, économiques et sociaux du pays.

Les travaux de l'Institut visent à mettre l'accent sur les politiques publiques de demain afin de faciliter la prise de décisions en matière de réforme de fond qu'appelle le processus démocratique dans lequel notre pays s'est engagé.

Espace de réflexion pluridisciplinaire, forum d'échange et de débat, l'ITES tend vers une influence globale dédiée au développement, à la coopération ainsi qu'à la promotion d'un engagement actif de la Tunisie sur la scène nationale et internationale.





**I T E S**





المعهد التونسي للدراسات الاستراتيجية  
INSTITUT TUNISIEN DES ÉTUDES STRATÉGIQUES

**IT E S**